



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-treizième session
Rome, 12-13 septembre 2001

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR UN PROJET DE

DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE

EN FAVEUR DU

**BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LES SERVICES D'APPUI AUX PROJETS
(UNOPS)**

POUR LA

**PLATE-FORME (HUB) DE DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE –
UN OUTIL POUR RÉDUIRE LA PAUVRETÉ RURALE**



TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ACRONYMES	iii
I. CONTEXTE	1
II. RAISON D'ÊTRE ET PERTINENCE POUR LE FIDA	2
III. LE PROGRAMME PROPOSÉ	2
IV. RÉSULTATS ESCOMPTÉS	3
V. DISPOSITIONS RELATIVES À LA MISE EN OEUVRE	3
VI. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME	4
VII. RECOMMANDATION	5
APPENDICE	
LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	



SIGLES ET ACRONYMES

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GRN	Gestion des ressources naturelles
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UE	Union européenne
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE
DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE AU
BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LES SERVICES D'APPUI AUX PROJETS
(UNOPS)
POUR LA
PLATE-FORME (HUB) DE DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE –
UN OUTIL POUR RÉDUIRE LA PAUVRETÉ RURALE

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de don d'assistance technique au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) pour la plate-forme (Hub) de développement rural et de sécurité alimentaire pour l'Afrique occidentale et centrale – Un outil pour réduire la pauvreté rurale, d'un montant de 1 200 000 USD pour une période de trois ans.

I. CONTEXTE

1. Les pays d'Afrique occidentale et centrale souffrent considérablement de la lenteur du développement agricole et rural et de l'aggravation de la pauvreté rurale et de l'insécurité alimentaire. Il faut s'attaquer à ces problèmes tout en menant d'ambitieuses réformes en matière de politique économique, d'administration et de gestion du secteur public. Depuis quelques années, l'établissement d'un partenariat étroit entre les États et les organisations de la société civile (OSC) pour la conception et l'exécution d'une stratégie de développement rural et de lutte contre la pauvreté rurale est devenu un aspect important de l'élaboration des politiques.

2. Pressés de toutes parts, souvent à cause de nouvelles catastrophes, les gouvernements des pays d'Afrique occidentale et centrale ont tendance à prendre des décisions dans l'urgence et à faire appel aux donateurs au coup par coup. Les programmes de développement sont encore orientés dans une certaine mesure par les idées des donateurs, dont les approches sont différentes même lorsque leurs objectifs et leur politique globale sont similaires. Il est encourageant de constater que, depuis quelques temps, on a tendance à adopter dans des pays différents des politiques identiques pour lutter contre des problèmes similaires, mais il y a encore beaucoup à faire pour consolider et accroître les progrès accomplis tant au sein des différents pays de la région que dans la coordination entre ces pays. L'enrichissement mutuel par échange de données d'expérience reste très limité. En raison du manque d'informations sur les succès obtenus et les déboires subis en ce qui concerne les principaux enjeux des projets, ou sur l'impact de différentes politiques et méthodes, ainsi que du manque de coordination entre les donateurs, les ressources fournies par ceux-ci sont mal réparties et les pays ne retirent pas autant d'avantages qu'il serait possible des investissements réalisés, qu'ils soient financés par des ressources propres ou par l'aide extérieure.

3. Dans ce contexte, le FIDA a eu des entretiens avec l'Union européenne (UE), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), l'UNOPS et la Banque mondiale, ainsi qu'avec la Coopération française, en vue d'établir un mécanisme pour promouvoir le dialogue et la coordination dans la région de l'Afrique occidentale et



centrale. Cette proposition a été examinée avec 12 pays de la région et sept organisations intergouvernementales et organisations de la société civile (OSC) qui travaillent à l'échelon régional. La présente proposition de projet est le fruit de ces discussions.

II. RAISON D'ÊTRE ET PERTINENCE POUR LE FIDA

4. La capacité des gouvernements des pays d'Afrique occidentale et centrale de formuler des politiques et d'élaborer des programmes et projets s'est considérablement accrue depuis une dizaine d'années, mais il faut encore améliorer les services dont les pouvoirs publics ont besoin pour la formulation des politiques et des programmes, harmoniser la façon dont les gouvernements et les donateurs abordent cette formulation, et éviter les doubles emplois. L'installation dans la région d'une équipe d'experts, inspirée de l'Unité régionale pour l'assistance technique en Amérique centrale et du Hub multidonateurs pour le développement rural et la sécurité alimentaire établi dans le cadre de la Communauté de développement de l'Afrique australe, contribuerait beaucoup à faciliter le processus.

5. **Objectifs et stratégie.** Les objectifs à long terme de la plate-forme (Hub) de développement rural proposée pour l'Afrique occidentale et centrale est de mettre en place dans la région un mécanisme stratégique qui s'occuperait des questions liées à la lutte contre la pauvreté, à la sécurité alimentaire et au développement rural et faciliterait une concertation suivie entre les pays de la région, les organisations régionales de développement et les partenaires extérieurs. Les gouvernements, les organisations intergouvernementales régionales et les associations de paysans et autres OSC participeront à cette initiative. Le Hub répondra aux demandes de conseil des gouvernements, des donateurs, des organisations intergouvernementales et des OSC qui souhaitent approfondir un certain nombre de questions essentielles pour le développement rural, la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire. Il constituera en outre un forum permanent pour des échanges d'informations et de données d'expérience et des débats, dans le but d'harmoniser les stratégies des pays et des donateurs. On trouvera à l'appendice des renseignements sur les objectifs, les produits et les activités du Hub.

6. **Pertinence pour le FIDA.** Tous les domaines dont le Hub s'occupera (promotion et émancipation des organisations de base, développement local et décentralisation, finance rurale, infrastructure rurale, amélioration de la condition de la femme, gestion des ressources naturelles (GRN) et développement agricole durable) sont d'une grande pertinence pour les activités du FIDA dans la région. En outre, le Hub contribuera beaucoup à la réalisation des objectifs du FIDA dans la région en ce qui concerne i) la concertation et l'analyse des politiques dans les domaines pertinents (décentralisation, gouvernance à l'échelon local, droits des paysans, prise en compte des sexes, amélioration de l'accès aux moyens de production et établissement de liens efficaces entre les petits producteurs et les marchés); ii) la gestion des connaissances grâce à une approche plus structurée de la documentation et de l'évaluation des innovations mises au point sur le terrain, afin de faciliter leur adoption par d'autres partenaires; iii) l'établissement de partenariats stratégiques pouvant être reproduits ailleurs et la diffusion à grande échelle des pratiques optimales de lutte contre la pauvreté.

III. LE PROGRAMME PROPOSÉ

7. Les services spécialisés du Hub seront articulés autour de plusieurs domaines essentiels pour améliorer la gouvernance, promouvoir le développement rural, lutter contre la pauvreté et accroître la sécurité alimentaire, et intéressent tous les pays de la région. La première phase sera limitée en termes de durée (trois ans), de champ géographique (huit à dix pays) et de domaines (environ six). Dans un premier temps, la gamme des partenaires (donateurs, gouvernements des pays destinataires et OSC) sera elle aussi limitée. En fonction des résultats de cette première phase, on élargira progressivement la formule pour l'étendre à d'autres domaines et à toute la région, en fonction de la demande, de l'emploi que les différents partenaires feront des services offerts, de la qualité du partenariat établi, et de l'impact du Hub sur les activités des spécialistes et des ressources disponibles.



8. Les principaux domaines couverts par le Hub seront la formulation des stratégies et politiques de développement rural, la réforme institutionnelle et la création de capacités, l'échange de données d'expérience, l'harmonisation des approches des partenaires et l'aide à la formulation et à l'exécution des projets et programmes. Le Hub aura plusieurs objectifs à court terme:

- a) établir un centre régional de grande compétence pour analyser certaines questions ayant un lien direct ou indirect avec la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté;
- b) conseiller les pays (gouvernements et OSC) et les donateurs sur certaines questions;
- c) recueillir et diffuser des renseignements sur les leçons tirées de l'expérience dans la région et organiser régulièrement des débats publics sur les questions traitées;
- d) aider les gouvernements partenaires à formuler leurs stratégies et politiques;
- e) participer à la préparation de programmes d'investissement, en qualité de consultant plutôt que de membre de l'équipe chargée officiellement de leur élaboration;
- f) fournir des conseils techniques et un appui pour la mise en oeuvre, sans toutefois intervenir dans la supervision de l'exécution des programmes.

9. Afin de pouvoir se doter de la densité de connaissances que requiert un centre de ce type durant la première phase, le Hub concentrera ses activités sur une demi-douzaine de domaines bien définis. Il embauchera six spécialistes de haut niveau, qui seront chacun responsable d'un des domaines, et un septième qui sera chargé de la coordination. Leurs principales tâches seront les suivantes: i) conseiller les gouvernements en matière de formulation des politiques dans les six domaines d'intérêt du Hub; ii) organiser des ateliers consacrés à l'analyse de l'expérience acquise en matière de mise en oeuvre des politiques et au renforcement des synergies entre les programmes des organismes partenaires; et iii) rédiger des documents sur les enseignements tirés de l'expérience régionale, les enjeux, les problèmes, les obstacles et les possibilités, et les moyens d'y répondre. Ces documents, qui mettront l'accent sur les préoccupations opérationnelles, seront des exposés thématiques, des plaidoyers ou des notes de politiques.

IV. RÉSULTATS ESCOMPTÉS

10. Les activités du FIDA dans les pays d'Afrique occidentale et centrale devraient bénéficier, tant directement qu'indirectement, d'une meilleure répartition des ressources et d'une harmonisation des stratégies d'investissement dans le secteur rural. Par le biais de ce partenariat stratégique, le FIDA devrait devenir un des principaux acteurs des forums permanents traitant des politiques de développement rural et agricole et de lutte contre la pauvreté dans la région, apprendre à mieux connaître l'expérience des autres donateurs et des organismes privés, et contribuer à l'intégration des OSC (organisations non gouvernementales et associations de paysans) dans la planification et l'intégration des politiques et projets. Cela renforcera les bases de l'exécution des projets dans la région et devrait contribuer à leur succès. Le temps que le personnel consacrera à conseiller les donateurs au sujet de l'élaboration et de l'exécution des projets devrait considérablement améliorer la qualité des activités du FIDA sur le terrain, le personnel du Hub ayant acquis une grande expérience et étant en mesure d'inspirer le respect et d'influencer les gouvernements, les institutions régionales et les OSC participants. Enfin, la collaboration du Hub avec les agences de coopération des donateurs multipliera les possibilités de cofinancement des programmes.

V. DISPOSITIONS RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE

11. **Agent d'exécution.** La première phase sera mise en oeuvre sur une période de trois ans. L'UNOPS fera fonction d'agent d'exécution au nom de tous les organismes de coopération partenaires et mettra à la disposition du Hub les locaux et les services administratifs et d'appui nécessaires. L'UNOPS étant la principale institution coopérante du FIDA dans la région, le Hub accroîtra l'efficacité des activités du Fonds sur le terrain grâce à une meilleure intégration des considérations stratégiques résultant de la collaboration au jour le jour entre ses experts et les chargés de portefeuille de l'UNOPS.

12. Le **comité de gestion** sera responsable de l'orientation globale des activités du Hub, y compris l'approbation du programme de travail et du budget. Il sera composé de 10 à 15 membres représentant i) les donateurs; ii) les principales organisations intergouvernementales de la région (Conseil des ministres de l'agriculture des États d'Afrique occidentale et centrale, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans la zone du Sahel et Union monétaire ouest-africaine) et iii) les OSC (ONG, associations de femmes ou de paysans, agro-entreprises privées), et travaillera à l'échelon régional. Les activités du Hub seront exécutées par une unité technique, dont le personnel sera détaché par des institutions ou recruté directement par l'UNOPS. Les services administratifs, financiers et autres services d'appui seront sous-traités et un commissaire aux comptes sera chargé de faire un audit indépendant chaque année. On prévoira des examens annuels des activités du Hub pour le compte des partenaires et des gouvernements participants. En outre, on fera durant la troisième année une évaluation de la première phase pour déterminer l'impact des activités du Hub et formuler des recommandations au sujet des phases ultérieures.

VI. COÛTS INDICATIFS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME

13. Le total des coûts indicatifs du fonctionnement du Hub pour la période initiale de trois ans est estimé à 8,0 millions de USD (montant auquel il faut ajouter le coût de la location des bureaux), dont la répartition est indiquée dans le tableau ci-après. Ces coûts estimatifs se fondent sur les hypothèses retenues pour le Hub d'Harare.

14. Le FIDA apportera une contribution financière de 1,2 million de USD (15% du total des coûts). La Banque mondiale, l'UE, la FAO, l'UNIFEM, l'UNOPS et la coopération française, ont déjà confirmé leur engagement de principe, et l'on établira un plan de financement détaillé dès que les principales organisations contributrices auront confirmé leurs engagements. Les contributions des organismes des donateurs consisteront en ressources financières et/ou en détachement de spécialistes. La contribution du FIDA, étant liquide, pourra compléter celle des autres donateurs. Tous les gouvernements, les institutions régionales et les organisations de la société civile participants seront invités à mettre à la disposition du Hub des locaux et du personnel pour faciliter la réalisation des travaux qu'ils lui demanderont.

Coûts indicatifs (milliers de USD)

Activité	Coût total	Financement provisoire du FIDA *
Comité de gestion	60	60
Personnel spécialisé	4 200	600
Services de consultants	900	200
Formation, ateliers et publications	420	100
Voyages	450	100
Antennes nationales	840	-
Véhicules et matériel	300	-
Appui administratif	750	100
Audit	40	20
Évaluation du comportement professionnel	40	20
Total	8 000	1 200

* Tableau indicatif, pouvant être modifié après discussion avec les autres bailleurs de fonds du Hub.



15. Le décaissement des fonds du FIDA sera subordonné à l'obtention d'une masse critique en ce qui concerne la contribution des donateurs: outre l'UNOPS, il faudra obtenir le concours d'au moins quatre donateurs.

VII. RECOMMANDATION

16. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don d'assistance technique proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que, dans le but de financer en partie la plate-forme (Hub) de développement rural et de sécurité alimentaire pour l'Afrique occidentale et centrale – Un outil pour réduire la pauvreté rurale, pour trois ans, le Fonds accordera un don d'un montant ne dépassant pas un million deux cent mille dollars des États-Unis (1 200 000 USD) au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Lennart Båge
le Président



LOGICAL FRAMEWORK

Log Order	Indicators	Means of Verification	Assumptions
<p>Long-term objectives of the programme:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Create an instrument that responds to government, donor and CSO requests for policy and investment advice in selected fields of critical importance for improving governance, food security and human economic and social development in rural areas; • provide a regular forum for exchanges of information, experience and debate, with a view to harmonizing partners' approaches and intervention in selected fields of concern; and • generate strong demand for professional services provided by the Hub from donor agencies, regional institutions, governments and CSOs in all countries of the region. 	<ul style="list-style-type: none"> • Stakeholder satisfaction with the services provided during the first phase leads to demand for a permanent Hub. • Partner demand during the first phase and from other donors, governments and CSOs in the region is formalized in the requests for a new phase, with an extended partnership and larger scope. 	<p>First-phase (three years) programme completion evaluation report</p> <p>(by the first half of PY3).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sufficient resources. • Willingness of partner donor agencies, regional institutions, national governments and CSOs to learn from one another's experiences and to cooperate among themselves.
<p>Specific objectives of the first phase</p> <ul style="list-style-type: none"> • An initial group of high-level professional specialists in six major fields of concern will be set up, with headquarters in Abidjan; • the group establishes a reputation for excellence in the region; • governments, donors, regional institutions and CSOs operating at the regional level refer to the group, both to keep abreast of developments and for advice on policy and investment programme formulation in the group's six fields of concern; • governments, donors, regional institutions and CSOs operating at the regional level take a pro-active attitude towards sharing information and experience among themselves, using the facility offered by the group; • improved flow of information on experiences, success and failures of programmes in different countries leads to converging approaches of donor partner agencies, participating governments and CSOs; and • donor partner agencies make use of the group to improve programme design, and to facilitate implementation and technical backstopping. 	<ul style="list-style-type: none"> • Seven high-level professional specialists seconded/recruited. • Quality of the relationships established with the partners; lively flow of requests for advice. • Mechanisms for discussing common issues and problems established and tested. • An effective inter-agency flow of information is established; the data bank is operational and kept up-to-date. • Evidence of learning from positive experience of other countries and agencies dealing with similar circumstances. • Improved programme design, contribution to solving implementation problems reported by donors and governments. 	<p>See following section</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Governments share the agencies' interest in a common pool of high-level advisors, and cooperate. • Partner agencies' operations managers at the central and local levels have sufficient incentives to cooperate and are willing to share information. • Political determination of governments and adequate motivation of politicians to learn from other countries' experience. • Political commitments by partner governments to effectively associate CSOs to the development process. • Local managers of rural development programmes appreciate the potential advantages of the advisory services offered by the Hub.



Log Order	Indicators	Means of Verification	Assumptions
<p>Expected results of the first phase</p> <ul style="list-style-type: none"> • Improved formulation of government and regional institutions' strategies and policies for rural development. • Improved design of investment programmes. • Emergence of better and more structured relationships between donors, regional institutions, governments and CSOs (NGOs and farmers' associations). • Better trained government officers through dialogue and exchange of experience. • Donor partner agencies, regional institutions, governments and CSOs share information on a regular basis, and participate pro-actively in regional workshops to discuss common issues and problems. • A data bank on information collected by the group is established and kept up-to-date. • Gaps in information are discussed and steps taken to fill gaps identified. • National governments begin to take a common approach to dealing with similar problems and issues; show readiness to test the positive experiences of others. • Participation of Hub staff in partner agency missions reduces costs for the agencies and/or improves the quality of their products. • Advice from Hub staff contributes to improving the design of donors' programmes and field performance. • Increased number of cofinanced programmes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Number and quality of partner governments' requests for the services of the Hub; operations started in each country; selected fields of concern covered. • Evidence of the impact of the Hub's interventions on policy and programme formulation. • Evidence that regional partner NGOs and farmers' associations play a role in the activities of the Hub, and provide effective linkages with CSOs at the national level. • Evidence of enhanced relationships among CSOs, regional institutions, governments and donor agencies as a result of Hub activities. • Number and quality of thematic workshops organized by the Hub. • Quality of the data bank established; regularity of reports from partners; information kept up-to-date. • Number and quality of information gap-filling studies organized by the Hub and relevance to fields of concern. • Record of Hub staff advice and backstopping in the design of partners' programmes and in their implementation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Annual progress reports by the head of the Hub's technical unit. • Proceedings of management committee meetings. • Annual supervision reports by missions jointly appointed by all donor partner agencies. • Communication of partner governments to Hub management committee chairman on services rendered by Hub staff. • Annual reports by professional staff of the technical unit. • Proceedings of Hub thematic workshops. • Report of completion evaluation of first – phase programme. • Evaluation by donor partner agencies of Hub staff's role and performance in programme formulation or in support of programme implementation. 	<p>Same as for previous section.</p>



APPENDIX

Log Order	Indicators	Means of Verification	Assumptions
<p>Activities</p> <p>Activities will depend on demand from partners. However, the technical unit with the agreement of the management committee will initiate some activities.</p> <p>Hub's activities include:</p> <ul style="list-style-type: none">• Advisory services to governments in respect of policy formulation.• Implementing issue-oriented institutional assessments, participatory socio-economic surveys, agricultural production and NRM research and development programme assessments, and other information gap-filling studies.• Organization of workshops on country experience with policy implementation in relevant fields of concern.• Organization of workshops to strengthen cross-fertilization and synergies among the programmes of partner agencies in relevant fields of concern.• Participation as advisors in programme formulation and support to programme implementation activities of partner agencies in fields closely related to Hub fields of concern.• Assistance to CSOs engaged in activities directly related to Hub's fields of concern at the regional level.• Maintaining an up-to-date library of appraisal and evaluation reports on programmes of all partner agencies; and reporting annually on progress and identified issues, success and problems of these programmes.	<ul style="list-style-type: none">• Every year, all governments request Hub advice on at least one subject of concern to it.• At least four regional workshops organized on specific policy themes.• At least two regional workshops organized on specific technical themes.• Hub's advice related to their specific areas of competence requested for most partner agency programmes.• At least two workshops organized to discuss experiences and issues of programme cross-fertilization.• Library/data bank extant; relevant report collection complete and kept up-to-date; annual reports produced regularly.	Same as above	Same as above
<p>Inputs</p> <ul style="list-style-type: none">• Seven professional staff: one generalist and six specialists in six different subject matters.• Funds for consultancy services.• UNOPS provided office accommodation and administrative, financial and other support services.• Funds for travel, other operating expenses, audit and programme completion evaluation.			